CFP-026
2023-05-03
M. Lahouiou

Demande de renseignements généraux

ÉTUDE DES CRÉDITS

2023-2024

CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Finances Québec

Étude des crédits 2023-2024
CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

TABLE DES MATIÈRES

Fonctionnement de la Commission parlementaire	**A**
Réponses à la demande de renseignements généraux	**B**
Table des matières – Questions non répondues à la demande de renseignements généraux	**C**
Réponses à la demande de renseignements particuliers – Opposition officielle	**D**
Réponses à la demande de renseignements particuliers de la 2e Opposition	**E**
Collaborations des ministères et organismes	**F**

*** Concernant le Secrétariat des relations avec les Québécois d'expression anglaise, leurs réponses sont annexées aux questions visées sur des feuilles jaunes afin de pouvoir les identifier rapidement.**

A- Fonctionnement de la Commission parlementaire

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES ET COMMISSIONS DES INSTITUTIONS PORTANT SUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS DU MINISTÈRE DES FINANCES

1. DURÉE : 9 heures

2. HORAIRE ET LIEUX

COMMISSIONS DES INSTITUTIONS (CI)

Jeudi, le 27 avril 2023 – 1.5 h

De 15 h 00 à 16 h 30 (1.5 h) – Salle Marie-Claire-Kirkland

- **VOLET SECRÉTARIAT AUX RELATIONS AVEC LES QUÉBÉCOIS D'EXPRESSION ANGLAISE**

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES (CFP)

Mardi, le 2 mai 2023 – 6 h

De 9 h 45 à 11 h 30 (1.75 h) – Salle Pauline-Marois

- **VOLET FINANCES, AUTORITÉS DES MARCHÉS FINANCIERS, RETRAITE QUÉBEC ET SECRÉTARIAT INTERNET HAUTE VITESSE**

De 11 h 45 à 12 h 30 (0.75 h) – Salle Pauline-Marois

- **VOLET REVENU QUÉBEC**

De 15 h 30 à 17 h 30 (2 h) – Salle Pauline-Marois

- **VOLET CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

De 17 h 40 à 18 h 40 (1 h) – Salle Pauline-Marois

- **VOLET LOTO-QUÉBEC**

De 18 h 50 à 19 h 20 (0.5 h) – Salle Pauline-Marois

- **VOLET INSTITUT DE LA STATISTIQUE**

Mercredi, le 3 mai 2023 – 1.5 h

De 11 h 20 à 12 h 05 (0.75 h) – Salle Pauline-Marois

- **VOLET SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC**

De 12 h 15 à 13 h 00 (0.75 h) – Salle Pauline-Marois

- **VOLET SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS**

3. MEMBRES DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Coalition avenir Québec	Parti libéral du Québec	Québec Solidaire
Abou-Khalil, Alice	Beauchemin, Frédéric	Bouazzi, Haroun
Allaire, Simon	Cadet, Madwa-Nika	
Bélanger, Gilles	Rizqy, Marwah	
Mallette, Carole		
Montigny, Yves		
Simard, Jean-François		

B- Renseignements généraux

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;

b) la copie des programmes et rapports de mission;

c) les personnes rencontrées;

d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);

e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;

f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;

g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;

h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :

• les détails de ces ententes;

• les résultats obtenus à ce jour;

i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;

b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

c) les coûts ventilés;

d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023; et les prévisions pour 2023-2024;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) le but visé par chaque dépense;

e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

4. **Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :**

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

f) le but visé par chaque dépense;

g) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement

j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);

l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

m) le but visé par chaque dépense;

n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

5. **La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

b) le but recherché par chaque dépense;

c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;

e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;

h) le but visé par chaque dépense;

i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. **Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :**

   a) les noms du professionnel ou de la firme;

   b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

   c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);

   d) la date d'octroi du contrat;

   e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

   f) l'échéancier;

   g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

   Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

7. **Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

   a) la liste des soumissions et le montant de chacune;

   b) la grille d'évaluation des soumissions;

   c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;

   d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;

   e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

8. **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :**

   a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;

   b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);

   c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;

   d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;

   e) une description de son mandat;

   f) la date de début de son contrat;

   g) la date prévue de fin de son contrat;

   h) sa rémunération annuelle.

9. **Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

   a) le nom du projet;

   b) la nature du projet;

   c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);

   d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;

   e) les plus récentes évaluations du coût du projet;

   f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

   g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;

h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;

i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;

j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet.

k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;

- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

a) les coûts estimés par année;

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;

d) la liste des fournisseurs;

e) une copie du plan de déploiement.

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 ventilée par mois, de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;

b) le mobilier de bureau;

c) l'ameublement;

d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;

e) le distributeur d'eau de source;

f) le remboursement des frais de transport;

g) le remboursement des frais d'hébergement;

h) le remboursement des frais de repas;

i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;

j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;

b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;

c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;

d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;

e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);

f) le coût d'acquisition des appareils;

g) le coût d'utilisation des appareils;

h) les noms des fournisseurs;

i) les ordinateurs portables;

j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

   – le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

14. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;

b) la superficie totale pour chaque local loué;

c) le coût total de ladite location;

d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

e) la durée du bail;

f) le propriétaire de l'espace loué;

g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;

h) la superficie totale réellement occupée;

i) la superficie inoccupée;

j) le coût de location au mètre carré;

k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;

b) La valeur estimée de ceux-ci;

c) Les coûts d'entretien annuel;

d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;

b) les coûts;

c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;

b) le titre de la fonction;

c) l'adresse du port d'attache;

d) la masse salariale totale par cabinet;

e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;

f) la prime de départ versée, le cas échéant;

g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;

h) la description de tâches;

i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;

j) le nombre total d'employés au cabinet;

k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;

l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;

b) la circonscription électorale;

c) le montant attribué;

d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

20. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;

e) la date de l'assignation hors structure;

f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;

g) les prévisions pour 2023-2024.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;

b) le salaire;

c) le poste actuel, s'il y a lieu;

d) la date de la mise en disponibilité;

e) les prévisions pour 2023-2024.

22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);

b) par catégorie d'âge;

c) prévisions pour 2023-2024.

23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé et le nom de l'organisme;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l'assignation initiale;

e) l'assignation actuelle;

f) la date de l'assignation hors structure;

g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service;

d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événement et de conférence organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;

b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;

c) les coûts de construction du site;

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);

f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);

g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;

h) la fréquence moyenne de mise à jour;

i) le responsable du contenu sur le site.

27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

a) les régions et villes visitées;

b) les personnes et organismes rencontrés;

c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;

d) les raisons du déplacement;

e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

f) les coûts ventilés;

g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

a) le détail des mandats;

a) le coût (déplacements, etc.);

c) le nombre de ressources affectées;

d) le nombre de rencontres;

e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;

f) l'objet;

g) les dates.

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

38. Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);

b) les grands dossiers en cours;

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

42. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;

c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) la date;

b) la nature;

c) les questions posées;

d) les réponses;

e) la firme retenue;

f) les coûts.

44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;

b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;

c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable.

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse

51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;

b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;

c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;

d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;

e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

53. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

a) les sommes dépensées;

b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);

c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

a) copie du contrat;

b) date de fin prévue du contrat;

c) valeur prévue du contrat;

d) sommes dépensées à ce jour.

55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

a) copie du contrat;

b) date de fin prévue du contrat;

c) valeur prévue du contrat;

d) sommes dépensées à ce jour.

56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

a) nombre de stagiaires reçus;

b) heures de stages effectués;

c) rémunération totale déboursée.

57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19.

60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;

b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;

d) le montant accordé;

e) les motifs de la demande.

67. Nombre de demandes d’accès à l’information par ministère et organisme en 2022-2023 :

a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;

b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l’article);

c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;

d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés.

69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023:

a) les endroits et dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant:
- **les détails de ces ententes;**
- **les résultats obtenus à ce jour;**

i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

No	*Date*	*Endroit*	*But du voyage*	*Coût ($) **	*Nom*	*Titre*
1.1	2022-05-03 2022-05-05	Toronto	Rencontre avec des investisseurs financiers	1 979,66$	Guillaume Pichard Bernard Asselin	Directeur général Directeur
1.2	2022-05-18 2022-05-19	New York	Présentation du ministre des Finances devant un auditoire d'investisseurs et de banquiers	4 993,01$	Eric Girard Fanny Beaudry-Campeau Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Attachée de presse Sous-ministre Sous-ministre adjoint
1.3	2022-06-03 2022-06-07	Halifax	Participation à l'Atelier sur la gestion du secteur public (coûts assumés par l'Institut de la gestion financière du Canada)	0,00$	Véronique St-Hilaire	Directrice
1.4	2022-08-07 2022-08-10	Victoria	41e assemblée annuelle des contrôleurs provinciaux, territoriaux et fédéral	4 422,36$	Lucie Pageau Marie-Josée Cyr	Contrôleur des finances Contrôleur adjoint et Directeur général
1.5	2022-10-11 2022-10-12	Ottawa	Rencontre du Sous-comité des transferts dans le cadre du renouvellement 2024 du programme de péréquation	2 993,07$	Jean-François Chauvette Kévin Coulombe	Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique
1.6	2022-10-23 2022-10-27	Paris	Finance Montréal, appuyé par son homologue français Finance For Tomorrow, a mis sur pied une mission de quatre jours à Paris afin de mettre en relation les acteurs québécois et les acteurs français en finance durable et concrétiser le corridor Québec-France en finance durable lancé en mai dernier	3 093,45$	Eric Stevenson	Sous-ministre adjoint
1.7	2022-11-06 2022-11-07	Toronto	Présentation du ministre des Finances devant le ministre des Finances de l'Ontario et des représentants d'institutions financières de Toronto.	2 504,68$	Eric Girard Claudia Loupret Julie Gingras	Ministre des Finances Attachée de presse Sous-ministre
1.8	2022-12-06 2022-12-09	Toronto	Participation en tant que présentateur à la conférence annuelle CIBC sur le financement gouvernemental. Participation en tant que présentateur à la table ronde annuelle RBC sur le financement gouvernemental.	1 560,99$	Guillaume Pichard	Directeur général

** Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.*

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023:

a) les endroits et dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant:
- **les détails de ces ententes;**
- **les résultats obtenus à ce jour;**

i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

No	*Date*	*Endroit*	*But du voyage*	*Coût ($) **	*Nom*	*Titre*
1.9	2022-12-12 2022-12-13	Toronto	Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des représentants d'institutions financières	6 131,64$	Eric Girard Louis-Alexis Pelletier-Dubé Julie Gingras Alain Bélanger Guillaume Pichard Bernard Asselin	Ministre des Finances Directeur adjoint de cabinet Sous-ministre Sous-ministre adjoint Directeur général Directeur
1.10	2023-02-02 2023-02-03	Toronto	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres des Finances	6 277,66$	Eric Girard Vickie Fortin Claudia Loupret Julie Gingras Martin Guérard Jean-François Chauvette	Ministre des Finances Directrice de cabinet Attachée de presse Sous-ministre Sous-ministre adjoint Directeur
1.11	2023-03-27 2023-03-28	Ottawa	Assister au huis clos des provinces et des territoires au budget fédéral 2023	1 932,78$	Martin Guérard Jean-François Chauvette Alexandre Desmeules Joseph Junior Guerrier	Sous-ministre adjoint Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique Agent de recherche et de planification socio-économique
1.12	2023-03-27 2023-03-29	Toronto	Conférence sur les obligations vertes devant un auditoire composé principalement d'investisseurs. Rencontre avec des investisseurs.	1 086,42$	Guillaume Pichard	Directeur général

** Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.*

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-001 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
g) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
- **les détails de ces ententes;**
- **les résultats obtenus à ce jour;**

i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

VOYAGE HORS QUÉBEC

Date	Endroit	But du voyage	Coût (en $)	Nom	Titre
2022-08-24 2022-08-26	Ottawa	Sommet de clôture des consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2022	663	Julia Sotousek	Analyste-conseil en accessibilité aux services pour les Québécois d'expression anglaise
2023-03-05 2023-03-06(1)	Ottawa	Réunion semi-annuelle du Groupe de travail FPT sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles	—	Julia Sotousek William Floch	Analyste-conseil en accessibilité aux services pour les Québécois d'expression anglaise Sous-ministre adjoint au Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

(1) Les frais ont été assumés par Justice Canada

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4, paragraphe 18)**. Déplacements - Dépenses (gouv.qc.ca) En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

Q-002 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;
b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
c) les coûts ventilés;
d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucun voyage fait en avion ou en hélicoptère.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**) au lien suivant : Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-003 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) le but visé par chaque dépense;
e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 24)** au lien suivant :
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation553.asp

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : Ministère des Finances du Québec | Accès à l'information - Liste des engagements financiers transmise au Secrétariat du Conseil du trésor (gouv.qc.ca). Pour les contrats 25 000 $ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet* et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Q-004 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
f) le but visé par chaque dépense;
g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
m) le but visé par chaque dépense;
n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Type d'événement	But visé	Coûts (en $)	Fournisseur
1. Conférence de presse	Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2022 (2022-12-08)	6 575	Centre des congrès de Québec (salles et audiovisuel)
		267	Capital HRS (café)
		988[1]	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (support technique)
2. Huis clos budgétaire et conférence de presse	Huis clos entourant le dépôt du budget 2023-2024 du gouvernement du Québec (2023-03-21)	119 369[1]	Centre des congrès de Québec (salles et audiovisuel)
		51 353	Capital HRS (service alimentaire)
		518	Graphica (affiches de signalisation et matériel imprimé)

[1] Le montant est une estimation basée sur le devis. La dernière facture n'a toujours pas été reçue à ce jour.

Q-005 La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

FORMATIONS DE COMMUNICATION

Fournisseur	But	Nombre de participants	Dépenses 2022-2023
COMMUNICATION ÉCRITE – FRANÇAIS			
Université Laval	Améliorer les compétences en matière de rédaction stratégique de manière à accroître la portée des recommandations	30	8 600 $
Université Laval	Optimiser l'efficacité des communications en rédigeant de manière vulgarisée des contenus experts	12	7 100 $
Centre Microbur	Utiliser les ressources variées du lexique français pour permettre l'intégration harmonieuse du genre féminin dans un texte, en favorisant notamment la rédaction épicène	31	1 795 $
Cégep Limoilou	Améliorer les compétences en français écrit afin d'atteindre un français sans fautes	1	120 $
COMMUNICATION ORALE – ANGLAIS			
Académie du savoir	Améliorer la communication en langue anglaise - cours de groupe	12	6 563 $
Académie du savoir	Améliorer la communication en langue anglaise - cours privée	4	1 292 $
Collège Avalon	Améliorer la communication en langue anglaise - cours de groupe	20	13 130 $
Collège Avalon	Améliorer la communication en langue anglaise - cours privé	3	1 458 $
Halina Bukowiecki	Améliorer la communication en langue anglaise - cours privé	2	1 000 $
TOTAL		**117**	**41 958 $**

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**) au lien suivant : Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-006 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en $)	Montant versé au 28-02-2023 (en $)
Association sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I.)	Services de formation	13 500	13 500
Denis Dion	Services de rédaction	14 000	0
Momentum Technologies inc.	Services informatiques	7 500	0
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ)	Services de formation	24 000	6 202
Terranova Worldwide Corporation	Services de formation	11 000	11 000

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : Ministère des Finances du Québec | Accès à l'information - Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-006 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

LISTE DES CONTRATS DE SERVICE DU SRQEA
(Du 1er avril 2022 au 31 mars 2023)

Nom du professionnel ou de la firme	Objet du contrat	Coût total
Communications Qu'Anglo	Développement de séries de données sur les programmes des ministères et organismes du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.	24 000 $
Frances Ravensbergen	Agir à titre d'expert-conseil dans l'adaptation de l'outil OCAT (*Organizational Capacity Assessment Tool*), un outil d'évaluation de la gestion et de la gouvernance des organisations, afin de la rendre accessible aux organismes nationaux issues de la communauté des québécois d'expression anglaise.	4 200 $
J W Comm Inc.	Développer une série de quatre (4) applications Power BI en lien avec les données du recensement sur les données démolinguistiques de Statistique Canada, afin de mettre en lumière l'utilisation de la langue selon les différents groupes linguistiques.	24 000 $
Communications Qu'Anglo	Mettre à jour la base de données institutionnelle du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise (SRQEA) et contribuer à la mise à jour du « Sondage SRQEA ERCC 2020 » sur les organismes du secteur communautaire.	24 000 $

Les sous-questions b), d), f) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : Engagements financiers et contrats (gouv.qc.ca).

Q-007 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Q-008 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
e) une description de son mandat;
f) la date de début de son contrat;
g) la date prévue de fin de son contrat;
h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : Ministère des Finances du Québec | Accès à l'information - Liste des engagements financiers transmise au Secrétariat du Conseil du trésor (gouv.qc.ca).

Q-009 Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
- **la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;**

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Pour les sous-questions a, b), d), e), f), g), i) et l), l'information sur les projets informatique de plus de 500 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord.

Les sous-questions c), h), j) et k) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

m) Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Q-010 Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
- **a) les coûts estimés par année;**
- **b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;**
- **c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;**
- **d) la liste des fournisseurs;**
- **e) une copie du plan de déploiement.**

DÉPENSES RELIÉES À L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE

	Montant au 28 février 2023 ($)
Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données	46 696
Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité	—
TOTAL	**46 696**

Les sous-questions a) et e) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Pour la sous-question d), les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

Q-011 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
I. au Québec;
II. à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total (en $)
Photocopies	78 541
Mobilier de bureau et ameublement	46 670
Décoration et embellissement	—
Distributeurs d'eau de source	—
Frais de transport	69 383
Frais d'hébergement	132 316
Frais de repas	20 863
Retraités et 25 ans de service	—
Budget Assemblée Nationale	16 316
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement(1)	
au Québec	222 955
à l'extérieur du Québec(2)	8 234
	231 189

(1) Excluant les frais de déplacement mentionnés à la rubrique précédente.
(2) Le lieu des formations à l'extérieur du Québec est en présentiel ou en webdiffusion.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-011 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
I. au Québec;
II. à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total (en $)
Photocopies et impressions	99
Mobilier de bureau et ameublement	—
Décoration et embellissement	—
Distributeurs d'eau de source	—
Frais de transport	10 954
Frais d'hébergement	13 452
Frais de repas	2 289
Retraités et 25 ans de service	—
Budget Assemblée Nationale	—
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement	
au Québec	7 223
à l'extérieur du Québec (1)	0

(1) Le lieu des formations est à l'extérieur du Québec, mais elles sont en webdiffusion.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-012 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e) le nombre de téléphones cellulaires (Blackberry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f) les coûts d'acquisition des appareils;
g) le coût d'utilisation des appareils;
h) les noms des fournisseurs;
i) les ordinateurs portables;
j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

DÉPENSES RELIÉES À LA TÉLÉPHONIE

Objet	**Montant au 28 février 2023**
Coût des frais d'itinérance	1382 $
Coût lié aux dépassements des forfaits de données	292 $
Coûts de résiliation	170 $

Les sous-questions e), i) et j) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 25)** au lien suivant : Ministère des Finances du Québec | Accès à l'information - Contrats de télécommunication mobile (gouv.qc.ca)

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-012 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e) le nombre de téléphones cellulaires (Blackberry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f) les coûts d'acquisition des appareils;
g) le coût d'utilisation des appareils;
h) les noms des fournisseurs;
i) les ordinateurs portables;
j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

DÉPENSES RELIÉES À LA TÉLÉPHONIE

Objet	**Montant au 28 février 2023**
Coût des frais d'itinérance et de dépassement des forfaits de données	532 $
Coûts de résiliation	—

Les sous-questions e), i) et j) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 25)** au lien suivant : https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/telecom/contrat-telecom.asp

Q-013 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- **le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-013 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-013 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste n'a été aboli au net pour l'ensemble du ministère et par région, sans distinction par corps d'emploi

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le Ministère comptabilise 22 postes vacants, dont 21 à Québec et 1 à Montréal.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-013 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- **le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-013 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-013 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste n'a été aboli au net, sans distinction par corps d'emploi

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Au 28 février 2023, le SRQEA comptabilise trois (3) postes vacants, dont deux (2) à Québec et un (1) à Montréal.

Q-014 Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

9 remplacements pour 19 départs à la retraite.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Le Ministère a octroyé trois contrats à des personnes retraitées pour une durée temporaire.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-014 Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

1 remplacement a été effectué au sein du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Aucun.

Q-015 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Depuis le 1er décembre 2019, des travaux de réfection majeurs ont été entrepris au 12, rue Saint-Louis à Québec par la SQI pour une période d'environ quatre ans. Les occupants de cet édifice ont été relocalisés au 390, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3H4.

ÉDIFICE 390, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4

Superficie louée	6 386 m^2
Coût annuel de location	3 704 532 $
Durée du bail	Depuis le 1er décembre 2019
Propriétaire de l'espace loué	Groupe Mach Inc.
Coûts d'aménagement	0 $

ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau
Québec (Québec) G1R 5A1

Superficie louée	5 295 m2
Coût annuel de location	1 592 477 $
Durée du bail	Depuis le 1er mai 1986
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	19 624 $

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook
Québec (Québec) G1R 4J3

Superficie louée	6 147 m^2
Coût annuel de location	2 286 920 $
Durée du bail	Depuis le 1er juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	0 $

Q-015 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 3X7

Superficie louée	819 m^2
Coût annuel de location	378 649 $
Durée du bail	Depuis le 8 avril 1992
Propriétaire de l'espace loué	Allied Properties
Coûts d'aménagement	77 257 $

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**) au lien suivant : Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-015 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

En 2022-2023, le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise a occupé des bureaux dans les bâtiments gouvernementaux situés au 875 Grande Allée Est à Québec (ces informations sont incluses dans la réponse de la question 14 des renseignements généraux du Ministère du Conseil exécutif), au 380 rue Saint-Antoine Ouest à Montréal et au 390 boulevard Charest Est à Québec (ces informations sont incluses dans la réponse du ministère des Finances).

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).
https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/baux/baux.asp.

Q-016 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
b) la valeur estimée de ceux-ci;
c) les coûts d'entretien annuel;
d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures : *La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.*

Q-017 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Veuillez référer à la réponse de la question 15 des Renseignements généraux.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets* et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Q-018 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) la masse salariale totale par cabinet;
e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
f) la prime de départ versée, le cas échéant;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – ERIC GIRARD

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Beaudry-Campeau	Fanny	Conseillère politique	Montréal(1)
Benoit-Guay	Nicolas	Conseiller politique	Montréal
Brisson-Morin	Marjorie	Attachée politique	Québec
Deslongchamps-Robitaille	Catherine	Attachée de presse	Montréal(1)
Fortin	Vickie	Directrice de cabinet	Québec
Fournier	Jean-Philippe	Conseiller politique	Montréal(1)
Gagné	Steve	Conseiller politique	Montréal
Garcia	Rodrigo Alejandro	Conseiller politique	Montréal
Godin	Andrée	Attachée politique	Sainte-Thérèse
Gougeon	Philippe	Directeur de cabinet	Montréal(1)
Grégoire	Stéphane	Conseiller politique	Montréal
Lacaille	Marie-Claude	Conseillère politique	Montréal(1)
Loupret	Claudia	Attachée de presse	Québec
Morin	Patrick	Attaché politique	Sainte-Thérèse(1)
Parent	Benjamin	Attaché politique	Sainte-Thérèse
Pearson	Claudine	Conseillère politique	Montréal
Pelletier-Dubé	Louis-Alexis	Directeur adjoint de cabinet	Québec
Samson	Valérie	Attachée politique	Québec(1)

(1) Ces employés n'étaient plus à l'emploi du cabinet au 28 février 2023.

Période	Masse salariale autorisée
Du 1er avril au 19 octobre 2022	939 000 $(2) (Décision du Conseil du trésor datée du 7 décembre 2021)
À partir du 20 octobre 2022	1 019 000 $(3) (Décision du Conseil du trésor datée du 22 novembre 2022)

(2) Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

(3) Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances, du ministre responsable de Revenu Québec et du ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise.

Q-019 Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 26**) au lien suivant : Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-020 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
g) les prévisions pour 2023-2024.

Aucune personne hors structure n'est rémunérée par le ministère.

Q-021 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-022 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) par catégorie d'âge;
c) prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-023 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

a) Le nom de la personne : *Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*
b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Administrateur d'État II au Secrétariat aux emplois supérieurs
c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 217 754 $
d) L'assignation initiale : Voir b)
e) L'assignation actuelle : Sans objet
f) La date de l'assignation hors structure : 2018-04-03
g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 2022-06-20

Q-024 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en $ CAD)
1[1]	Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)	Manuel du professionnel en AIPRP	180
1	Cision Ltd.	Eureka.CC	8 961
1	Communication Arts	Communication Arts	91
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	992
1	Consensus Economics inc.	Consensus forecasts	5 541
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	1 197
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	5 396
1	Courrier international SA	Courrier international	76
1[2]	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada Member Knotia (51711612)	940
1[3]	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière Knotia (52112601 et 52113601)	300
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Guide des missions professionnelles (GMP) Knotia - 50061612	445
1	De Marque Inc.	Petit Robert en ligne (Le)	68
1	Dow Jones (Wall Street Journal)	Wall Street Journal Digital Plus	609
3	Economist (The)	Economist (The)	627
1	Éditions Larivière	Micro Pratique	81
5	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	513
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	105

[1] Abonnement pour 4 utilisateurs.

[2] Abonnement pour 4 utilisateurs.

[3] Abonnement pour 3 utilisateurs.

Q-024 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en $ CAD)
2	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	210
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	335
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	105
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Sociétés par actions au Québec	875
4	Financial Times Ltd	Financial Times.com	2 786
1	Fondation canadienne de fiscalité	Taxfind online	1 033
1[4]	Gaudet Éditeur ltée	Infobases Lois et règlement du Canada	1 998
1[5]	Gaudet Éditeur ltée	Infobases lois et règlements du Québec	9 032
3	Globe and Mail (The)	Globe and Mail (élec)	711
1	Hautes études commerciales - HEC Montréal	Revue Gestion	27
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles - VAT	1 669
1	IBFD Publications inc.	Value Added Taxation in Europe (online)	1 860
1	Journal les Affaires	Affaires (Les)	50
1	Le code Ducharme	Droit des compagnies annoté & lois connexes [valeurs mobilières]	152
1	Messageries Dynamiques	Journal de Québec (Le)	279
2	New York Times Digital	New York Times	597
1	Portail de l'assurance	Portail de l'assurance - Niveau Pro	100
1[6]	PressReader	Press Reader	12 174
1	Rosenberg Research and Associates	Rosenberg Research - Basic subscription	1 596

[4] Abonnement pour un maximum de 3 utilisateurs simultanés.

[5] Abonnement pour un maximum de 8 utilisateurs simultanés.

[6] Abonnement pour 8 utilisateurs.

Q-024 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Fournisseur	Publication	Montant (en $ CAD)
1	Société Centris	Série chronologique	328
1	Société Editrice du Monde	Monde (Le)	135
1	Soleil (Le)	Soleil (Le)	140
1[7]	SOQUIJ	Express Travail (L')	710
1	Statistique Canada	Le service des abonnements de l'Enquête sur la population active (71C0001) - Données sur heures travaillées	536
3[8]	SurveyMonkey	SurveyMonkey	2 807
1	Thomson Reuters	Banking & finance Law Review	970
1	Thomson Reuters	Loi sur la fiscalité municipale annotée	98
1	Thomson Reuters	Taxnet Pro Canadian Tax Library Premier	39 910
1	Université Laval	Cahiers de droit (Les)	163
1[9]	Western Climate Initiative Inc.	CaliforniaCarbon.info	6 811

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

[7] Abonnement pour un maximum de 4 utilisateurs.

[8] Dont 1 abonnement pour 3 utilisateurs.

[9] Abonnement pour 5 utilisateurs.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-024 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

Fournisseur	Nature du service	Montant (en $ CAD)
Academia Inc.	Plateforme de partage de recherches universitaires, avec 40 millions d'articles téléchargés sur le site.	99
Chateauguay Valley Community Information Services	Entreprise sociale qui fournit de l'information, des nouvelles et des articles sur des sujets importants pour les communautés à l'intérieur et à proximité de la MRC Haut St-Laurent.	40
The Gleaner	Média indépendant à but non lucratif qui publie en anglais et en français des articles reflétant les besoins et les intérêts de tous ceux qui vivent dans la vallée de Châteauguay, dans le sud-ouest du Québec.	60
The Globe and Mail	Journal canadien de langue anglaise basé à Toronto.	22
Le Devoir	Journal québécois d'information de langue française.	124
The Gazette (1)	Principal quotidien de langue anglaise publié au Québec. Établi à Montréal, il est disponible partout au Québec et dans les provinces anglophones du Canada.	—
Mailchimp	Plate-forme de services marketing diversifiés pour les petites et moyennes entreprises.	627

(1) L'abonnement 2022-2023 a été payé en janvier 2022.

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-025 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme déboursée.

Q-026 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines
h) la fréquence moyenne de mise à jour;
i) le responsable du contenu sur le site.

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES

(www.finances.gouv.qc.ca)

Inclut aussi les sites

(www.budget.finances.gouv.qc.ca et www.groupes.finances.gouv.qc.ca)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2000-2001
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

c) Coûts de construction du site

2000-2001 : 18 044 $ (Néomédia : 4 710 $ et Matteau Parent : 13 334 $).

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2022-2023
Hébergement de trois sites Internet incluant la gestion du nom de domaine	1 810 $
Service infonuagique permettant de gérer les pointes d'accès des internautes (entre autres lors du dépôt du budget)	3 121 $
Total	**4 931 $**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

2006 – Réalisation à l'interne. Aucune refonte depuis 2006.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines

132 $ par année.

h) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Responsable du contenu du site

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-026 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines
h) la fréquence moyenne de mise à jour;
i) le responsable du contenu sur le site.

SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES LOCALES (SOFIL)

www.sofil.gouv.qc.ca

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site
2007 – Réalisation à l'interne.

c) Coûts de construction du site
Aucun.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2022-2023
Hébergement du site Internet incluant la gestion du nom de domaine	604 $
Total	**604 $**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)
Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines
132 $ par année.

h) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Responsable du contenu du site

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-026 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines
h) la fréquence moyenne de mise à jour;
i) le responsable du contenu sur le site.

SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

(www.epq.gouv.qc.ca)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

IBM.

c) Coûts de construction du site

Les coûts de construction du site en 1999 ont été de 212 587 $ selon les informations disponibles.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2022-2023
Gestion du contenu réalisé à l'externe (main-d'œuvre seulement)	12 800 $
Licences	2 120 $
Hébergement	4 250 $
Gestion technologique du site (main-d'œuvre seulement)	4 800 $
Sécurité (main-d'œuvre seulement)	1 250 $
Total	**25 220 $**

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Le site a été modernisé de façon un peu plus importante en 2018-2019 afin de mieux supporter les appareils mobiles de plus en plus utilisés par nos clients (site adaptatif). Le coût de la modernisation a été de 45 917 $.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines

132 $ par année.

h) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Responsable du contenu du site

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-027 Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

a) les régions et les villes visitées;
b) les personnes et organismes rencontrés;
c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
d) les raisons du déplacement;
e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
f) les coûts ventilés;
g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.

Q-028 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

a) le détail des mandats;
a) le coût (déplacements, etc.);
c) le nombre de ressources affectées;
d) le nombre de rencontres;
e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
f) l'objet;
g) les dates.

La question sera répondue par le Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-028 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

a) le détail des mandats;
a) le coût (déplacements, etc.);
b) le nombre de ressources affectées;
c) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
f) l'objet;
g) les dates.

La réponse sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, programme 2 – Service du soutien au premier ministre.

Q-029 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-030 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-031 L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Q-032 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023, et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-033 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS

ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2022-2023
(en milliers de dollars)

	2022-2023
Gouvernement fédéral – Fonds pour le développement des collectivités du Canada	518 305

INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2022-2023 – PART FÉDÉRALE
(en milliers de dollars)

	2022-2023[E]
Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures	838 236
Infrastructures de transport en commun	102 032
TOTAL	**940 268**

E : Estimé.
Note : Pour 2022-2023, les investissements estimés seront supérieurs aux sommes reçues du Fonds pour le développement des collectivités du Canada. Cette situation est attribuable à des investissements moins élevés dans les années précédentes. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS

REVENUS DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS
(en milliers de dollars)

	2022-2023[E]
Composante québécoise du droit d'accise sur la vente de cannabis	79 241

E : Estimé.

AFFECTATION DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE **DE CANNABIS**
(en milliers de dollars)

	2022-2023[E]
Fonds de lutte contre les dépendances	79 241

E : Estimé.

Q-034 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

En 2022-2023, aucun boni n'a été accordé.

Q-035 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Q-036 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Pour l'exercice financier 2022-2023, un montant total de 139 823 $ a été versé pour l'ensemble du Ministère. Les indemnités de départ du personnel de cabinet sont incluses dans ce montant.

Q-037 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-038 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-039 Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-040 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale (opération et capital)

Extrait de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles 2022-2023

	Total (k$)
Dépenses	17 899,6
Investissements	923,7
Total	**18 823,3**

Rémunération	8 114,6
Ressources externes	5 988,0
Impartition auprès d'un autre organisme public	1 808,2
Impartition externe	2 090,7
Acquisition	586,2
Location	6,0
Réserve	229,6
Total	**18 823,3**

b) Grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

c) Nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-041 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-042 Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;

c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Dépense totale en 2022-2023

24 745 $

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels

Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée

Barreau du Québec

CFA Institute

Chambre des notaires

Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme

Institut canadien des actuaires

Institut d'assurance du Canada

Institut des auditeurs internes

Information Systems Audit and Control Association (ISACA)

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

Société des actuaires

Nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations

28 employés

Q-043 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date;
b) La nature;
c) Les questions posées;
d) Les réponses;
e) La firme retenue;
f) Les coûts.

Nom de la firme	**Objet**	**Montant total du contrat** (en $)	**Montant versé au 28-02-2023** (en $)
SOM	Service de sondage	30 000	11 000

Les sous-questions a), b), c) et d) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

Q-043 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date;
b) La nature;
c) Les questions posées;
d) Les réponses;
e) La firme retenue;
f) Les coûts.

Un sondage a été réalisé à l'interne en 2022-2023.

Les sous-questions a), b), c) et d) semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Q-044 Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2022-2023 – MONTANT PAYÉ AU 28 FÉVRIER 2023

Projet	Médias communautaires		Internet et médias sociaux	
Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2022	5 884 $	5 %	52 009 $	45 %
Campagne publicitaire EPQ-Obligations vertes à taux fixe (avril 2022)			40 936 $	88 %
Campagne publicitaire EPQ-Obligations d'épargne (mai 2022)			19 593 $	44 %
Campagne publicitaire EPQ-Obligations d'épargne (octobre 2022)			20 043 $	100 %
Campagne publicitaire EPQ-Flexi-Plus (décembre 2022)			19 943 $	100 %
Campagne publicitaire EPQ-REER-CELI (janvier 2023)			27 678 $	88 %
Budget 2023-2024(1)	14 744 $	4,4 %	130 196 $	38,8 %

(1) Les montants présentés sont des estimations basées sur les devis, les factures n'ayant pas été reçues au moment de produire la fiche.

Q-045 Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Le ministère des Finances a dépensé 12 $ pour l'achat de crédits carbone lors d'un déplacement en avion pour l'année financière 2022-2023, visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère.

Q-046 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;

b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;

c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

Q-047 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Il n'y a aucun budget spécifique prévu pour la réalisation des cibles du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024, les actions ont été réalisées par les employés du Ministère, à même leur prestation de service régulière.
Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère : Plan d'action 2022-2023 à l'égard des personnes handicapées (PDF 444 Ko)

Q-048 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.

Il n'y a aucun budget spécifique prévu pour la réalisation des cibles du Plan d'action en développement durable en 2022-2023, les actions ont été réalisées par les employés du Ministère, à même leur prestation de service régulière.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère :
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/finances/publications#c42488.

L'état d'avancement des mesures pour 2021-2022 peut être consulté dans le Rapport annuel de gestion du ministère :
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/finances/publications#c11071.

Q-049 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Q-050 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-051 Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail* qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Q-052 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Dépense totale en 2022-2023
9 190 $

Q-053 Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

a) Les sommes dépensées;
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Les sommes dépensées :

34 781 $ en consultations externes dans le cadre du PAE.

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :

34 781 $

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https:/ /www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère Ministère des Finances du Québec | Accès à l'information - Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-054 Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-055 Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-056 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectuées;
c) Rémunération totale déboursée.

a) Le nombre de stagiaires reçus

En 2022-2023, le ministère des Finances a reçu 33 stagiaires.

b) Les heures de stages effectuées

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) La rémunération totale déboursée

La rémunération totale déboursée pour les stagiaires en 2022-2023 s'élève à 252 377 $.

Q-057 Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-058 Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-059 Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-060 Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-061 Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Le ministère des Finances n'a pas perçu d'amendes pour l'année financière 2022-2023.

Q-062 Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Ministère des finances | Accès à l'information | Règlement sur la diffusion de l'information (gouv.qc.ca)

Q-063 Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Q-064 Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Q-065 Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-066 **Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

Q-067 Nombre de demandes d’accès à l’information par ministère et organisme en 2022-2023:

a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l’article);
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L’information concernant les demandes d’accès à l’information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Q-068 Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Q-069 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

- En 2022-2023, le ministère des Finances (MFQ) a piloté 6 comités interministériels.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du MFQ, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Comité de travail sur l'aide au maintien à domicile des aînés	Ce comité a été créé afin d'examiner l'efficacité des mesures mises en place par le gouvernement du Québec à l'égard du maintien à domicile des aînés. Les travaux de ce comité ont conduit à la mise en place de plusieurs mesures dans le cadre du budget 2021-2022. Les travaux de ce comité se sont poursuivis au courant de l'année 2022-2023, notamment pour faire le suivi des mesures déjà annoncées.	MFQ, MSSS, MAMH, SCT, TAL, ARQ MFQ représenté par : — M. Carl Poulin, sous-ministre adjoint aux politiques aux particuliers et aux changements climatiques et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers — M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones, et M. Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal	MFQ
2) Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émissions de GES	Ce comité a été créé afin de déterminer les règles d'allocation gratuites de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030. Ce comité était concomitant à celui sur les mesures d'accompagnement pour le secteur industriel, dont le MEIE était responsable. Ces comités étaient supervisés par un comité directeur incluant des représentants des diverses organisations présentes. Ces comités ont mené leur mandat à terme en août 2022 avec l'édiction du Règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre.	MFQ, MERN, MEI, MFFP, SPN, TEQ MFQ représenté par M. Carl Poulin, sous-ministre adjoint aux politiques aux particuliers et aux changements climatiques	MFQ, MELCC
3) Comité interministériel pour assurer le suivi des mesures mises en place — la transparence corporative (bénéficiaire ultime)	Le comité de travail a été mis en place afin de faire le suivi des mesures mises en place dans le but d'améliorer la transparence corporative. Les travaux du comité prendront fin au printemps 2023 avec l'introduction des nouvelles obligations quant à l'identification des bénéficiaires ultimes (transparence corporative).	MFQ, MTESS, REQ, ARQ MFQ représenté par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones et Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal	MFQ
4) Sous-comité administratif du comité directeur pour la gestion des sites contaminés sous la responsabilité de l'État	Le principal mandat du sous-comité administratif est de veiller à mettre en place un processus d'amélioration de la transparence vis-à-vis du public par la communication de ce que les sommes investies ont permis d'accomplir et de la progression de la réhabilitation des sites contaminés, notamment de ceux qui présentent des risques élevés.	Piloté par M. Louis Robitaille, directeur principal du développement de l'expertise comptable et des mandats spéciaux au MFQ Accompagné par au moins un représentant du Secrétariat du Conseil du trésor Autres ministères et organismes consultés : MELCC, MERN, MEI, MEQ (et le CSSDM), MES, MSSS, MTQ et SQI	MFQ

Q-069 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
5) Comité interministériel sur les enjeux de financement du régime public d'assurance médicaments	Le comité a été mis en place afin d'établir une compréhension commune (MSSS-RAMQ-MFQ) des enjeux liés à l'évolution des dépenses du régime public d'assurance médicaments et à son financement.	MFQ, MSSS, RAMQ MFQ représenté par M. Vincent Vidal, directeur des politiques sociales et des mandats spéciaux et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers	MFQ
6) Comité conjoint RQ-MFQ : Déclarations de revenus préremplies	Ce mandat vise à produire des scénarios de simplification de la déclaration de revenus, notamment pour mettre en place de nouveaux services à la production de la déclaration de revenus, particulièrement pour les clientèles exclusivement bénéficiaires de programmes gouvernementaux.	MFQ, ARQ M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones, et M. Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal M. Carl Poulin, sous-ministre adjoint aux politiques aux particuliers et aux changements climatiques et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers	MFQ, ARQ

C- Table des matières - Questions non répondues

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions	Répondue par la réponse à la question 6

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'oeuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la Condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la Condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR57	PLQ-64h	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communication
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la Condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Numéro de demande non répondue	Numéro de demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
MR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023 , indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits